

La Norvège soutient la France et l'Europe dans la crise énergétique

La guerre en Ukraine a confirmé le rôle clé de la Norvège en tant que **fournisseur stratégique essentiel** non seulement de **l'Europe** (désormais **1er fournisseur de gaz et 2e fournisseur en pétrole**) mais également de la **France** dont elle est, en 2020, le **premier fournisseur de gaz** à hauteur de 40% et le **3e fournisseur de pétrole** couvrant 11% de ses besoins. Dans un contexte de production d'hydrocarbures et de transport contraints, la Norvège marque son soutien aux efforts actuels **d'indépendance énergétique de l'Europe** en poursuivant ses explorations de nouveaux gisements d'hydrocarbures et en **augmentant autant que possible ses exportations de gaz** dans les mois à venir, essentiellement via deux leviers : d'une part, la réouverture le 17 mai 2022 du terminal GNL de Hammerfest en mer de Barents; d'autre part, le report de certaines opérations de maintenance. Ces actions complètent une volonté gouvernementale claire **d'accélération des projets d'énergie renouvelable** (hydrogène, éolien offshore, batteries...) et ne remettent nullement en question les engagements de la Norvège de **réduction de ses émissions carbone de 55% en 2030** et d'atteinte de la **neutralité carbone en 2050**.

- I- La hausse du prix des hydrocarbures entraîne une appréciation de la couronne, une augmentation des recettes norvégiennes et renforce encore la croissance du pays

Au plan macroéconomique, l'envolée du prix des hydrocarbures a provoqué une **appréciation forte de la couronne norvégienne** depuis un mois (+7%) et une **augmentation des recettes** liées aux hydrocarbures multipliées par six cette année, lesquelles vont alimenter le fonds souverain et, sur le long terme, le budget – via le prélèvement annuel d'environ 3% des actifs du fonds, ce qui représente un abondement budgétaire annuel d'environ **11 points de PIB**. La crise suscite également, mais dans une moindre mesure (0,7 points de PIB), de **nouvelles dépenses** : accueil de réfugiés en provenance d'Ukraine ; prolongation d'au moins un an du soutien de l'État aux factures d'électricité des ménages (prise en charge de 80% de la facture au-delà d'un prix de l'électricité de 70 euros/MWh, dans une limite de 5 MWh par mois) ; à plus long terme, augmentation du budget de la défense.

Au total, ces facteurs **accélèrent encore la croissance norvégienne** (3,9% en 2021 et 4,0% en 2022) et, via la hausse générale des cours des matières premières, **alimentent les pressions inflationnistes** également alimentées par un contexte de **très faible chômage** (2,8% en 2021 et 2,0% en 2022) et de forte dynamique de l'économie norvégienne.

- II- La crise ukrainienne confirme la position de la Norvège en tant que fournisseur énergétique stratégique de la France et de l'Europe

Au plan énergétique ensuite, la crise a révélé le rôle clé de la Norvège sur le marché actuel – mais aussi futur – de l'énergie.

3^e exportateur de gaz au monde (derrière la Russie et le Qatar) et 10^e exportateur de pétrole (**cf. annexe 1**), la Norvège était déjà, avant la crise ukrainienne, un **fournisseur stratégique essentiel non seulement de l'Europe** (**2e fournisseur de gaz** (20 à 30% de la consommation européenne) de l'UE après la Russie (45%) et **2e fournisseur en pétrole** (9%) de l'UE après la Russie (25%)) **mais également de la France** (**cf. annexe 2**) dont elle est, en 2020, le **premier fournisseur de gaz** à hauteur de 40% (le second fournisseur étant la Russie à hauteur de 17%) et le **3^e**

fournisseur de pétrole (couvrant 11% de ses besoins -après le Kazakhstan (16%), l'Arabie Saoudite (12%), et devant le Nigéria (10%), l'Algérie (10%) et la Russie (9%)).

La guerre en Ukraine a conforté ce **rôle clé de la Norvège** pour l'approvisionnement énergétique européen et français. Elle a également confirmé le bien-fondé de l'engagement du nouveau gouvernement travailliste de Jonas Gahr Støre de **poursuivre l'exploration d'hydrocarbures** en Norvège tout en visant à moyen terme la **neutralité carbone à l'horizon 2050**. Face aux critiques des Verts qui y voyaient une « contradiction », le Premier ministre Jonas Gahr Støre avait souligné, dès sa première interview donnée au Financial Times en octobre 2021, qu'il s'agissait bien plutôt d'une réalité qui n'était pas norvégienne mais mondiale, les **carburants fossiles représentant environ 80% du mix énergétique mondial** depuis les années 1970 (en 2020 : pétrole 33% ; charbon : 27% ; gaz : 24% vs : hydroélectricité : 7% ; nucléaire : 4% ; autres énergies renouvelables : 5%).

Outre une **application exemplaire de sanctions calquées sur celles de l'UE** couplée à la décision du fonds souverain et d'Equinor de se désengager de Russie, la Norvège a confirmé publiquement son rôle traditionnel de **partenaire énergétique fiable** de l'Europe dans cette crise en soulignant que ses capacités de production d'hydrocarbures (111 Mds de m³ de gaz et 92 millions de tonnes de pétrole brut, soit 2 millions de barils par jour) et de transport (pipelines, terminaux de gaz naturel liquéfié, méthaniers et tankers pétroliers...) vers l'UE étaient actuellement **mobilisées en permanence au maximum possible**. Son soutien va consister à augmenter ses exportations de gaz dans les mois à venir en mobilisant deux leviers : d'une part, la **réouverture le 17 mai 2022 du terminal GNL de Hammerfest** en mer de Barents après près de deux ans de réparations liées à un incendie permettra d'accroître progressivement la production de gaz d'environ **5%** ; d'autre part, le **report de certaines opérations de maintenance** prévues notamment cet été complètera cette évolution, permettant ainsi un retour à une capacité d'exportation d'environ **120 milliards de mètres cubes (bcm) de gaz vers l'Europe** d'ici la fin de l'année - niveau de 2017- à comparer à un besoin européen de gaz de 500 bcm de gaz dont 150 bcm à 225 bcm provenant de la Russie. Le **gazoduc Baltic Pipe** (Norvège-Danemark-Pologne) sera également opérationnel dès octobre. A cela s'ajoute la confirmation apportée à l'Europe le 22 février dernier, à l'occasion de la rencontre du Premier ministre Jonas Gahr Støre avec la Présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen du choix norvégien de poursuite – et même d'accélération – de **l'exploration d'hydrocarbures**. Celle-ci ne remet toutefois nullement en question l'ambition de la Norvège de **réduire ses émissions carbone de 55% en 2030** et d'atteindre la **neutralité carbone en 2050**, en s'appuyant notamment, côté offre, sur la **feuille de route industrielle verte** présentée par le gouvernement **le 22 juin 2022** (hydrogène, éolien offshore, batteries...) et, côté demande, sur l'excellente performance de la société norvégienne en matière d'électrification de son parc automobile (**92% des nouveaux véhicules achetés en Norvège sont électriques** grâce à des incitations fortes (*primes substantielles à l'achat – 12.000 euros en moyenne pour de petits véhicules ; faibles taxes ; mesures favorables dans la tarification des péages urbains et des parkings...*) ; *double tarification du carbone (ETS + taxe CO2) pour inciter à verdir l'industrie ; triplement de la taxe carbone qui atteindra 200€ en 2030*) et de transport maritime vert (*green shipping*)).

III- La Norvège possède des atouts géostratégiques qui lui offrent l'opportunité d'occuper un rôle majeur dans le renforcement de l'autonomie stratégique européenne

Au plan géostratégique enfin, la crise rend la Norvège de plus en plus incontournable dans le monde d'après. Le mouvement actuel de découplage des économies occidentales par rapport aux économies russe et chinoise appelle en effet un **renforcement de l'autonomie de l'Europe** dans de multiples domaines – métaux stratégiques indispensables à la voiture électrique, accès aux ressources sous-marines de l'arctique -autour du Svalbard notamment- facilité par le réchauffement climatique, énergie, électricité verte, économie bleue, industries de défense etc. – où la Norvège occupe déjà – et occupera encore davantage à l'avenir avec le moteur financier pérenne que constitue son **fonds souverain** – une position incontournable. Dans le contexte actuel, la Norvège compte ainsi accélérer non seulement ses **programmes d'énergies renouvelables**, ses **projets de capture et stockage de carbone (CCS)** sous le plateau continental norvégien mais également l'approvisionnement local et européen en **métaux et minéraux stratégiques** – dont son sous-sol est très riche (titane, silicium, cobalt, magnésium, borate, baryte, fluor, graphite naturel...- **cf. annexe 3**) sans compter ses **fonds marins** autour de la dorsale océanique (sulfures, manganèse...) qui sont explorés dans le cadre de la loi *Seabed Mineral Act* de 2019.

DATE DE REDACTION : 23 AOUT 2022

ANNEXE 1

La Norvège, producteur et fournisseur d'énergie

| 2020 | Production | % Prod Europe | % Prod mondiale | % Croissance annuelle | % Réserves |
|-------------|----------------------|---------------|-----------------|-----------------------|------------|
| Crude oil | 92,0 M de t | 55% (1er) | 2,2% (12e) | 16,80% | 0,50% |
| Natural Gas | 111,5 Mrds m3 | 51% (1er) | 2,9% (7e) | -2,70% | 0,80% |

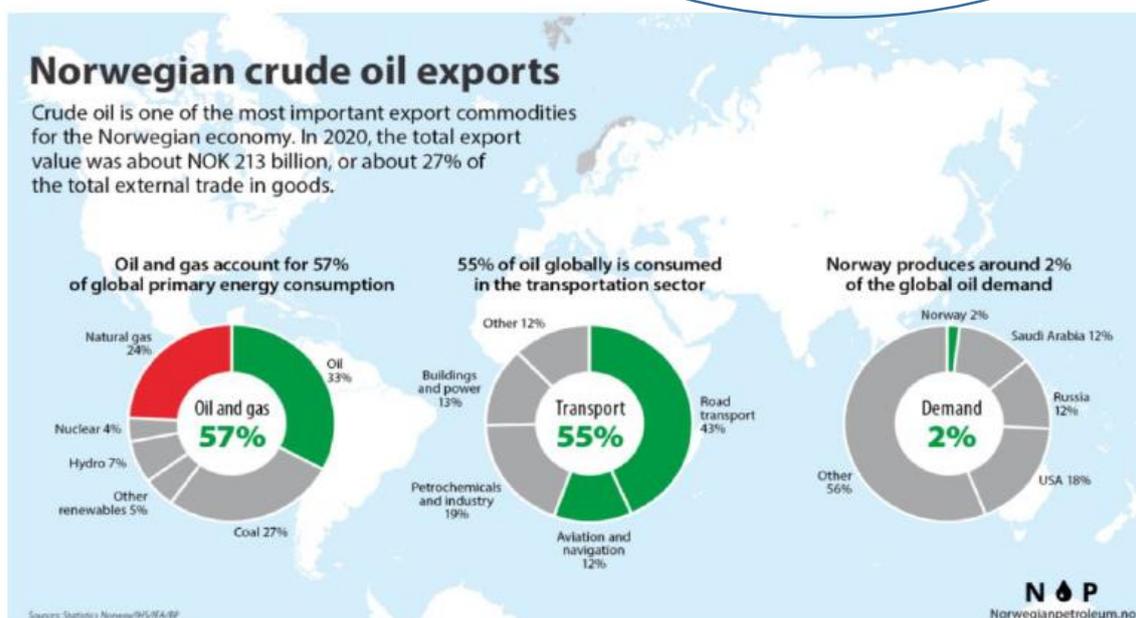
source: bp, Statistical Review of World Energy, 2021

| 2021 | Value (M NOK) | % of Exports |
|------------------------|---------------|---------------|
| Total exports | 1 377 795 | |
| Exports of crude oil | 349 616 | 25,38% |
| Exports of natural gas | 475 752 | 35% |

source: ssb

| 2020 | Exportations (USD) | Rank |
|-------------|--------------------|----------------------------|
| Crude Oil | 22,7 Mrds | 10 (3,4% des exportations) |
| Natural Gas | 13,4 Mrds | 3 |

source: statista, www.worldstopexports.com



| 2021 | Employment |
|--|------------|
| Oil and gas extraction including services | 5,85% |
| ↳ Oil and gas extraction | 2,43% |
| ↳ Service activities incidental to oil and gas | 3,42% |

source: ssb

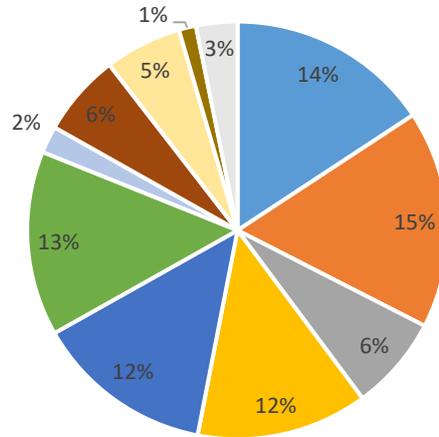
| | 2020 | 2021 | |
|----------------------------------|------------|------------|-----------------------------|
| PIB (M NOK) | 3 410 399 | 4 144 134 | |
| Petroleum activities (M NOK) | 367 438 | 878 796 | augmentation de 139% |
| Petroleum activities as % of GDP | 11% | 21% | |

source: ssb

ANNEXE 2

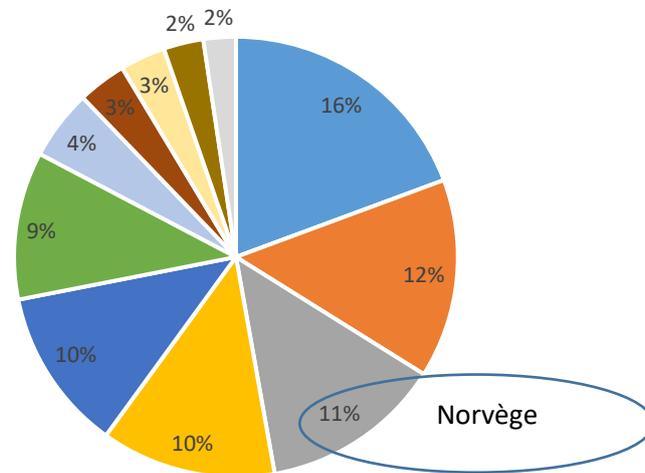
Importation de pétrole brut en France, 2019 et 2020

Importations pétrole brut en France, 2019



- Importations de pétrole brut du Kazakhstan
- Importations de pétrole brut d'Arabie Saoudite
- Importations de pétrole brut de Norvège
- Importations de pétrole brut d'Algérie
- Importations de pétrole brut du Nigéria
- Importations de pétrole brut de Russie
- Importations de pétrole brut d'Angola
- Importations de pétrole brut d'Irak
- Importations de pétrole brut de Libye
- Importations de pétrole brut du Royaume-Uni
- Importations de pétrole brut d'Azerbaïdjan

Importations pétrole brut en France, 2020



- Importations de pétrole brut du Kazakhstan
- Importations de pétrole brut d'Arabie Saoudite
- Importations de pétrole brut de Norvège
- Importations de pétrole brut d'Algérie
- Importations de pétrole brut du Nigéria
- Importations de pétrole brut de Russie
- Importations de pétrole brut d'Angola
- Importations de pétrole brut d'Irak
- Importations de pétrole brut de Libye
- Importations de pétrole brut du Royaume-Uni
- Importations de pétrole brut d'Azerbaïdjan

Source : Ministère de la Transition Ecologique, 2022

ANNEXE 3

Extraction de minéraux clés et potentiel d'exploitation en Norvège

| | Exploité | Ressources | Potentielles Ressources Supplémentaires à celles déjà répertoriées |
|------------------|--|--------------|--|
| Antimony | | | Several gold and sulphide occurrences in the Caledonides are locally enriched in antimony, but no quantitative data yet |
| Baryte | 1% de la demande UE (2e apres GE) | | |
| Beryllium | | 630 t | The Høgtuva area, where several small deposits occur within 8 km2 |
| Bismuth | | | Several sediment-hosted Zn-Cu |
| Borate | <1% demande UE, 3e fournisseur mondial de l'UE et 1er européen | | |
| Cobalt | 7% demande UE, 3e fournisseur de l'UE (Finlande 54%) | 11,687 t | Additional resource potential in Ni and Cu-Zn deposits (several closed mines) |
| Fluorspar | <1% demande UE, = Russie | 1,160,000 t | About 30 registered deposits of fluorspar (1 closed mine) |
| REE | | 611,300 t | |
| Magnesium | 19% demande UE, 1er fournisseur | | |
| Natural graphite | Seul producteur d'Europe | 17,985,000 t | About 70 registered graphite occurrences in four main graphite provinces (1 closed mine and 1 active) |
| Phosphate rock | | 14.6 M t | not assessed |
| Phosphorus | | | |
| Scandium | | 50,000 t min | Possible potential in Nb, REE and P deposits |
| Silicon metal | Fournisseur principal d'Europe (30%) | 28.3 Mt | Extensive additional potential across the country |
| Tungsten | | 2,625 t | Known resources suggest additional resource potential |
| Vanadium | | 318,360 t | 1 closed mine |
| Titanium | 25% demande UE, 1er fournisseur | 99.4 Mt | Assumed large (1 active mine, 2 closed ones) |
| Copper | | 1,882,000 t | Distinct additional potential in areas with closed mines or known resources |
| Nickel | | 108,000 t | Additional potential in magmatic deposits |
| | source: Study on the EU's list of Critical Raw Materials, Comission européenne, 2020 | | source: The Nordic Supply Potential of Critical Metals and Minerals for a Green Energy Transition, Nordic Innovation, 2021 |

| | |
|--|---|
| | Etape 2: transformation & raffinement |
| | Etape 2: extraction & exploitation, ou 2 Stages confondus |